

Espoir en actes

Journal d'été des Verts - Toulouse

Numéro 1 - jeudi 21 août 2008

N'AYEZ PAS PEUR !

par Jean-Michel GAMBIER

Non, je ne suis pas devenu un émule du pape, comme dirait le grand Alphonse, et je ne vous ennuierai pas avec des bondieuseries. Mais, instinctivement, c'est cette phrase de Jean-Paul II qui me semble le mieux s'adresser à bon nombre d'entre nous si l'on considère le comportement des uns et des autres lors de ces deux dernières années. Dans la séquence majeure qui rythme la vie politique française (présidentielle et législatives, puis municipales dans la foulée), tout s'est passé pour certains comme s'ils avaient peur, ou honte peut-être, de leur identité politique. Etre vert, d'accord, mais chacun derrière son champion, que bien entendu on choisira en dehors du parti. Car enfin, ma bonne dame, à nous tous seuls on n'est pas capables d'attirer qui que ce soit, n'est-ce pas ? C'est ainsi que l'on vit, durant ces deux ans, se développer différentes stratégies.

Certains n'ont juré que par la gauche de la gauche, désireux d'y entraîner le mouvement tout entier. Ecolos, mais pas trop ; plutôt dans le social, et prêt à épouser toutes les causes basistes. C'est ainsi qu'on vit se développer un mouvement altermondialiste, issu des comités du non (au référendum sur le TCE), transformés en comités pour une autre Europe, dont l'activité essentielle a été de savoir qui de Bové, Buffet, Besancenot, ou peut-être Autain, Salessou ou quelques autres, serait le meilleur porteur de drapeau dans l'élection présidentielle. Tous unis, d'accord, mais derrière le chef de mon groupuscule. On a vu l'éparpillement qui en est résulté, et les scores pitoyables des uns et des autres.

D'autres attendaient le Messie, et l'ont vu arriver sous l'apparence d'un animateur de télévision. Lequel a dit qu'il allait tester tous les candidats à la présidentielle. Comme le gentil animateur était financé par Total, TF1 et Veolia, les faiseurs d'opinion à carte de presse lui ont tendu micros et caméras, bientôt suivis par les candidats eux-mêmes, qui ne pouvaient pas rater le coche vu qu'ils étaient tous et toutes plus écolos que le voisin qui n'arrête pas de copier sur eux. Alors ceux qui attendaient le Messie se sont dit : alleluia, et ont prié pour qu'il multiplie les suffrages. Même qu'avec sainte Corinne et saint Dany en rab, ce serait du plus bel effet. Mais hélas, saint Nicolas, pas bête, s'est dit qu'il y a une vie à la télé après les élections.

D'autres encore se sont sentis touchés par la Grâce. Bayrou tient tête à un autre Nicolas, il emporte un succès d'estime, et hop ! voilà l'issue : vive le Modem ! Nous perdîmes les meilleurs d'entre nous dans cet appel du destin. Quand ils ne furent pas touchés par la gestion bien comprise de leur carrière personnelle, comme cette candidate à Longwy, verte le samedi, démissionnaire des Verts le dimanche, socialiste au même endroit le lundi.

Comment voulez-vous que les électeurs nous accordent leur confiance si nous ne croyons pas en nous, et qu'en plus les médias foutent la merde dans nos rangs, avec la complicité active de certains ? Quand on adhère à un parti politique, c'est parce qu'on constate un accord assez large avec ce que représente ce parti, son programme, les actions qu'il mène, son passé, ses victoires. Et quand ce parti est écologiste, c'est aussi parce qu'on ressent la nécessité d'être utile face à l'urgence environnementale, d'agir pour que les bonnes décisions soient prises tant qu'il n'est pas trop tard, et parce qu'on a compris que les autres partis se foutent bien de la préservation de la planète, tout ce qui les intéresse étant de verdir suffisamment leurs propositions pour attraper le gogo.

L'avenir des Verts est là : n'ayons pas peur d'être écologistes ! N'ayons pas peur de faire connaître nos propositions, de présenter des candidats capables de les porter. N'ayons pas peur non plus de nous investir dans les mouvements sociaux, environnementaux, sociétaux. Nous marcherons ainsi sur nos deux jambes. Nous sommes porteurs, sur certains sujets, d'une véritable expertise, acquise au fil des années et de l'expérience. Ne foutons pas la baraque en l'air pour suivre la mode et les faiseurs d'opinion. Le chemin sera peut-être plus rude, mais il sera payant.

Et s'il est vrai que, dans notre système majoritaire à deux tours, la question des alliances a une certaine importance, elle ne doit pas être pour autant l'alpha et l'oméga de notre action politique. Quand nous l'aurons compris, ça ira déjà mieux.

SOMMAIRE

Page 1 : **N'ayez pas peur**
par Jean-Michel Gambier

Page 2 : **Idées écoloclastes 1/3**
par Yves Frémion

Page 3 : **Objectif 2012 : 3 ans pour construire**
par Jérôme Gleizes

Page 4 : **Le Grenelle de Veolia Environnement**
par Gérard Borvon

Page 5 : **Grenelle : la lumière s'éteint déjà**
par David Chollet

Page 6 : **L'avenir sera européen et girondin**
par Jean-Vincent Placé

Page 8/9 : **Grenoble : un "après" majorité plurielle au gout de rupture**
par Gwendoline Delbos-Corfield

Page 10 : **Temps de travail**
par Anny Poursinoff

De quelques idées écoloclastes...

"CE N'EST PAS EN LEVANT LE PIED ET EN BAISSANT LES BRAS QU'ON PEUT SE SERRER LES COUDES"

par Yves FRÉMION

La politique est réjouissante en périodes de doute, quand le succès n'est pas là, que la crise occulte les problèmes essentiels, que la raison s'égaré et que "la bandaison, papa, ça ne se commande pas".

En ces périodes délicates, les esprits faibles renoncent, les plus mous basculent, les hésitants se convertissent, les ambiteux trahissent... autrement dit les choses deviennent claires. Réjouissons-nous donc de ce temps, ces périodes sont aussi utiles à la politique qu'une inondation à une nappe phréatique : elles vont nous débarrasser de bien des imbéciles, des mollassons et des apparatchiks aux dents longues. Cela a d'ailleurs déjà sérieusement commencé. Petit jeu : qui regrette qui ?

Pendant, même chez les plus solides, la crainte reste forte et le doute parfois saisit. On parle alors de changer de message, d'atténuer quelques positions moins populaires, de se laisser guider par une personnalité médiatique ("seule capable de" etc.), de s'allier avec qui affecte ne serait-ce qu'une vague concordance sur certains points.

Mettons en garde ensemble nos amis contre ces tentations que Saint Antoine lui-même aurait vécues s'il eut fait de la politique : le plus important dans une alliance n'est pas ce qui réunit mais ce qui sépare, car là gît la future discorde, les couples le savent bien. Pour réunir ceux qui veulent sauver l'environnement, ou défendre le social, ou nous soutenir dans notre combat démocratique, devons-nous faire semblant d'ignorer le fossé qui nous sépare ailleurs ? Devons-nous feindre l'unification de je ne sais quelle mouvance dispersée pour exploser lamentablement dans quelques mois au premier boulet de canon ? Pour un effet positif d'un trimestre, faut-il nous planter pour deux ans ?

Plus concrètement, pouvons-nous faire élire des députés européens aux faibles convictions fédéralistes et européennes pour nous représenter ? Qui est prêt à gérer cinq ans de leurs dérapages ?

Nous reprochons souvent à nos grands frères sociaux-démocrates de ne pas tenir leurs convictions de gauche, d'abandonner les faibles et les exclus au profit d'une classe moyenne électoralement plus performante. Ferons-nous de même en réduisant nos positions environnementales, en rabotant nos idées sur la solidarité, en oubliant le Sud pour nous concentrer sur les problèmes du Nord, en cédant nos convictions les plus affirmées en matière de citoyenneté ? Tout cela au profit de plus de poids dans les institutions ?

Non, nous ne sortirons pas de la crise majeure de civilisation qui est la nôtre par moins d'écologie, en partenariat avec des pseudos écologistes ou des environmentalistes mous. C'est au contraire avec plus d'écologie encore que nous inverserons la tendance morbide. Restons fermes. Nous-mêmes, soyons plus écologistes encore. Si quelque chose doit changer, c'est dans la façon de présenter et faire partager nos idées et nos propositions, pas en y renonçant.

Méfions-nous de l'écologie réduite à une de ses composantes (environnementale, sociale, citoyenne), de l'écologie-slogan réduite à sa plus simple expression que n'importe qui peut feindre de soutenir, mais aussi de l'écologie triste comme certaines de nos stars, austère comme une centrale nucléaire ou repoussante comme une bimbo UMP. L'écologie sera joyeuse ou laissera sa place aux vieux démons de l'axe gauche-droite qui nous ont conduits où nous sommes.

NB: La citation-titre est de l'excellent poète humoriste Jean L'Anselme, bientôt 90 ans et toujours vert (même s'il milite rouge).



Repas Espoir en actes de mercredi 20 août



OBJECTIF 2012 : 3 ANS POUR CONSTRUIRE LE RETOUR DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES

par Jérôme GLEIZES

L'année dernière, j'exprimais la frustration de ce mandat au Collège exécutif. Les Verts ont subi les évènements, la défaite de Ségolène Royal et de la gauche, le fait d'être plus réactifs qu'en capacité propositionnelle. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation politique particulière. Nicolas Sarkozy continue sa politique de déconstruction des acquis sociaux, d'instauration d'une société de contrôle. Sa cote de popularité est au plus bas mais il multiplie les coups politiques : lancement de l'Union Pour la Méditerranée, réforme constitutionnelle, échec des négociations à l'OMC. Il y a certes comme facteurs explicatifs, l'intelligence tactique de Sarkozy ou la décomposition de la gauche, avec un Jack Lang ou un PRG opportuniste, un Pascal Lamy à l'OMC ou un Dominique Strauss-Kahn au FMI. Il y a eu surtout un travail idéologique préalable de la droite, lisible dans les documents des *think tanks* libéraux des années 90 ou 2000 et un travail de réflexion stratégique des postes clés pour toutes les réformes engagées. Ainsi, nous ne devons pas analyser la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) uniquement comme l'imposition des règles libérales dans les politiques publiques mais aussi comme la construction d'institutions au service de ce projet politique. L'arrivée de Sarkozy a donc été précédée d'un travail minutieux de remise à jour des idées conservatrices et d'analyses stratégiques et tactiques, en particulier sous l'égide d'Emmanuelle Mignon.

Le projet politique de contre-réforme de la droite continue tranquillement son chemin sans opposition crédible, sans réel contre-projet à gauche, ou du moins perçu comme tel par l'opinion publique. 3 ans pour construire un projet et une stratégie, c'est bien utile pour remplir cette mission. La concordance des 3 Congrès du PS, du PCF et des Verts peut nous faciliter dans cette tâche.

Cette année, les réunions du Groupe de Liaison et d'Echange de la Gauche et des Écologistes entre les responsables des partis de gauche présents au parlement m'ont montré la faiblesse d'analyse de nos alliés traditionnels dans l'analyse des crises. S'il y a une perception grandissante de l'importance des crises écologiques, il reste toujours une très grande faiblesse dans celle de l'ampleur des changements de politiques que cela implique et sur la non déconnexion des différentes crises et donc des solutions à apporter. Pour eux, la crise financière actuelle peut se réguler par les moyens classiques de la relance keynésienne. Or les banques centrales n'ont pas recommencé les erreurs de la crise de 1929 en injectant des centaines de milliards d'euros et de dollars dans les marchés financiers ce qui est bien plus efficace que de baisser les taux d'intérêts. Mais si une politique de relance de la consommation et des investissements pouvait s'avérer pertinente dans les années 30, aujourd'hui elle se trouve confrontée à la contrainte de la raréfaction des ressources naturelles et de l'excès du CO₂ dans l'atmosphère. La droite a moins de diffi-

culté à gérer ce type de crise que la gauche car elle pratique une gestion autoritaire des ressources naturelles et un contrôle des nouvelles classes dangereuses, victimes du partage inéquitable inéluctable des ressources naturelles devenues rares (pétrole, eau, air, terre...). Nous aurons bien besoin de 3 ans pour faire face à ce défi.

Au niveau de la défense des libertés publiques, les Verts disposent d'une bonne opinion auprès des principales associations comme la LDH sur différents sujets (immigration, justice, prison, internet...) car le travail de nos parlementaires tant au niveau national qu'europpéen est reconnu, ainsi que notre action militante. Ainsi, par exemple, nous avons pu arriver, après une longue bataille difficile mais utile pour l'avenir, à prendre une position commune entre les Verts, le PCF et le PS contre le projet de réforme constitutionnelle incluant le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers.

Sur les questions proprement écologiques, la situation est plus complexe car si le Grenelle de l'environnement a été un moment important de construction politique entre associations et syndicats, la place du politique et des Verts a été éclipsée. Le « bon sens » des mesures à prendre face aux enjeux des crises a pu laisser croire à certaines associations à l'inutilité du politique dans la prise de décision. La bataille des OGM les a ramenées au principe de réalité. Il existe des intérêts antagonistes qui ne transcendent pas les clivages politiques. Les intérêts productivistes de l'agro-industrie ne sont pas ceux des écologistes. Le travail de nos parlementaires et la présence des Verts a rappelé la nécessité d'une force politique spécifique écologiste, même si au final l'ensemble de la gauche a été uni sous notre impulsion, ce qui n'était pas le cas au début de la bataille.

Sur les questions sociales, la tâche est la plus difficile car la gauche est en situation défensive et il manque de relations entre la gauche partidairre et syndicale. Le chemin à parcourir est le plus grand tant le démantèlement du modèle social issu du Conseil National de la Résistance est avancé avec les franchises médicales, la réforme du code du travail, le statut des chômeurs, le temps du travail... Les mobilisations unitaires et les batailles parlementaires ont été faibles. La division syndicale a été importante. Tout cela témoigne d'un conflit d'approche entre les logiques de soins et les logiques écologistes de santé, entre celles de soutien à l'activité et celles aux revenus, entre celles de réduction des coûts et celle de défense qualitative des emplois.

Cette année a donc connu peu de victoires politiques, permis de renouer certains contacts mais avec une faiblesse importante sur les questions sociales. Les dernières victoires des municipales ne doivent pas nous faire oublier le chemin qui reste à parcourir pour gagner en 2012.



LE GRENELLE DE VÉOLIA ENVIRONNEMENT

par Gérard BORVON

"L'environnement est un défi industriel". Vous vous souvenez certainement de ce slogan de la campagne lancée par Véolia le 5 juin 2006 à l'occasion de la journée de la Terre. La multinationale avait alors décidé de regrouper ses différents pôles, l'eau (Véolia), l'énergie (Dalkia), les déchets (Onyx), les transports (Connex), sous la bannière commune de "**Véolia Environnement**". L'objectif de cette campagne était alors de "*construire durablement la marque Véolia*".

Il était, dans le même temps, de promouvoir un nouveau concept : celui d'une écologie pilotée par l'industrie : "*Avec cette campagne, Veolia Environnement affirme une vision novatrice et engageante en associant les notions « d'industrie » et « d'environnement », jusqu'alors souvent considérées contradictoires...*" nous expliquait alors le porte-parole du groupe. Et pour que cela soit bien compris, il insistait : "**Concilier environnement et activité humaine à l'échelle de la planète nécessite des solutions globales et d'envergure : des solutions industrielles.**"

Pour atteindre cet objectif les "cibles" étaient bien choisies : "*Cette campagne s'adresse à trois cibles principales : évidemment, le cœur de cible business (clients actuels et potentiels des collectivités et de l'industrie) mais aussi les décideurs économiques politiques et plus largement le grand public afin de faire de Veolia Environnement une marque de référence.*"

Le "*Plan média*" était particulièrement soigné. Il consistait à faire "*découvrir une ville vue du ciel qui s'intègre parfaitement à l'environnement et prend ainsi une forme d'arbre*". Un "Plan" qui dépassait largement les frontières de l'hexagone. Qu'on en juge par le programme affiché :

"*Une première vague, avec une première annonce générique, paraît en France, au Royaume Uni, en Allemagne, en République Tchèque, en Roumanie et au niveau pan-européen, du 5 Juin 2006 au 14 Juillet 2006. Elle est publiée dans la presse quotidienne, la presse magazine économique et d'information et la presse professionnelle. En septembre 2006, une deuxième vague de parutions presse sur trois mois déclinera les annonces branches en plus de l'annonce générique.*"

En octobre sera diffusé le film Veolia Environnement, en France et sur les chaînes de télévision pan-européennes.

À partir de septembre, un dispositif d'affichage est prévu dans les aéroports de Paris, Londres, Shanghai, Hong Kong, New York, Chicago et Los Angeles et dans la gare de Bruxelles."

Pendant les deux années qui suivront le groupe n'aura qu'un objectif : nous faire entrer dans la tête l'idée que seule l'industrie et d'abord "*Véolia Environnement, leader mondial des services à l'environnement. Présent sur les cinq continents avec plus de 270 000 salariés*" pourra sauver la Planète.

Arrive l'élection présidentielle en France. Henri Proglio, président de Véolia a eu l'habileté de faire le bon choix au bon moment. Il sera au nombre des intimes admis à la petite fiesta sarkozyste organisée au Fouquet's le soir du 6 mai et donc bien placé pour expliquer au nouveau président à quel point "l'environnement", version Véolia, devra être une priorité de son mandat.

Les penseurs de Véolia n'auraient, cependant, pas osé imaginer plus belle conclusion à leur campagne que ce "Grenelle" taillé sur mesure. Ils ont compris, eux aussi, ce que répètent, depuis longtemps les écologistes politiques, c'est à dire essentiellement

les Verts : l'écologie n'est pas uniquement la préservation de l'espace naturel, c'est aussi l'ensemble des activités humaines, économiques, sociales, culturelles... Véolia occupe déjà tous ces secteurs. L'éducation même, la santé et la solidarité sont devenus ses terrains de chasse au travers de ses diverses "Fondations".

Naturellement ses représentants n'ont pas manqué d'être, à un titre ou un autre (et de titres ils n'en manquent pas), dans les différents ateliers mis en place au Grenelle. Dans une "**Contribution de Veolia Environnement au Grenelle de l'Environnement en France**" le groupe ne s'en cache pas : "*Veolia Environnement a contribué activement aux débats dans le cadre des groupes de travail organisés par le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) et les fédérations professionnelles. Forte de son expérience en France et à l'étranger, le Groupe a formulé un ensemble de propositions concrètes qui ont été mises à disposition des parties prenantes...*"

Les propositions portent sur l'eau, les déchets, l'énergie, les transports. Véolia a le mérite d'afficher clairement ses ambitions. La conclusion du mémoire exprime celles d'un groupe qui ne se limite pas aux frontières nationales. La France n'est qu'un hors d'œuvre. C'est à un Grenelle Planétaire qu'appellent ses dirigeants :

"*En conclusion, il nous semble que l'ambition nationale qu'exprime le Grenelle de l'Environnement trouve un prolongement naturel et parfois indispensable au plan communautaire et international. La France dispose de deux atouts historiques :*

- **Un modèle de gestion des services publics environnementaux, précurseur du partenariat public privé, permettant de mettre au service de la collectivité publique qui conserve sa liberté de décision, d'arbitrage et d'organisation, l'efficacité gestionnaire du secteur privé.** Ce modèle mérite dans certains cas d'être actualisé mais après avoir fait la preuve de sa performance depuis 150 ans et de son exportabilité partout dans le monde il pourrait servir davantage d'inspiration à la réglementation communautaire.

- **Un secteur industriel qui occupe le premier rang mondial du service à l'environnement avec Veolia Environnement, Suez Environnement, SAUR, etc.** Au-delà de son impact économique, cette industrie pourrait être davantage utilisée par notre pays pour apporter en dehors d'une approche commerciale son expertise inégalée à la réalisation des Objectifs du Millénaire en matière d'accès aux services essentiels, en particulier sur le continent africain."

Tout observateur attentif du "Grenelle" saura reconnaître que, pour l'essentiel, ce sont les propositions inspirées par ces industriels occupant "**le premier rang mondial du service à l'environnement**" qui trouveront une issue concrète. On oubliera la prévention mais le renforcement des normes pour l'eau, pour l'assainissement, pour les déchets seront autant d'occasions de rendre indispensable le recours à "l'expertise" de Véolia, Suez et autres. Les transports en commun ne se développeront que dans la mesure où des Partenariats Public-Privé seront signés avec les mêmes. Quant au climat et à l'effet de serre, ce sera l'affaire des mêmes groupes et de leurs centrales nucléaires, en particulier celles gérées par Suez, ou celles qui seront bientôt, à n'en pas douter, un des objectifs de Véolia, déjà associé à EDF dans Dalkia.

Une course de vitesse est donc engagée entre cette "écologie" au service des groupes industriels et de leurs actionnaires et l'écologie au service de toutes et tous que nous défendons.





LE GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

par David CHOLLET

la lumière s'éteint déjà...

Le 25 octobre 2007, le président de la République prononçait le discours de clôture des travaux du Grenelle de l'Environnement. En reprenant à son compte, de manière assez saisissante, certaines des conclusions des groupes de travail, il réussissait son grand oral d'hyper-président protecteur de la nature devant à peu près tout ce que la France compte en matière de défenseurs de l'environnement. Presque jusqu'à faire oublier que ni lui, ni les parlementaires UMP, n'ont été élus sur un tel programme... Seules quelques rares mesures préconisées par le Grenelle figurent en effet dans son projet présidentiel (par exemple : augmentation de la part des énergies renouvelables et isolation des bâtiments anciens – annoncées sur 2 lignes suivies de 9 consacrées à la relance du nucléaire ...) ce qui n'avait pas échappé aux analystes de l'Alliance pour la Planète durant la campagne présidentielle.

Le Grenelle était sans doute cet oral de rattrapage pour le candidat Sarkozy et une réponse à l'action de la fondation Hulot et de l'Alliance pour la Planète durant la campagne. Mais, au-delà de ce succès de lobbying pour Hulot et les ONG, deux choses demeurent : la mise en avant dans les médias de la crise écologique durant 4 mois et la mise en lumière du rôle incontournable des associations de l'environnement dans la résolution de cette crise. Le premier point constitue en quelque sorte un rattrapage français sur les grandes manifestations internationales sur l'environnement, tel le sommet de la Terre, qui ont sans doute leur utilité en elles-mêmes en terme d'information, mais sans jamais à ce jour avoir pu dévié la planète de son cours actuel vers la catastrophe. Le second pouvait être l'amorce d'une démocratie écologique : la gauche et les Verts, qui ont assuré, tout au long du Grenelle et après, ne pas être dupes des intentions réelles du gouvernement, auraient pu sur ce dernier point le prendre au mot et, avant ou après les élections municipales, mettre en oeuvre le principe du

« dialogue à cinq » dans la gestion de leurs collectivités locales. A l'hypocrisie du gouvernement, il y a grand danger que la gauche – avec ou sans les Verts - n'opposera de fait que la bonne conscience béate de ses communiqués de presse et l'hypocrisie de sa propre propagande sur son action locale en matière de développement durable.

la dernière séquence

Avant que le Grenelle ne sombre définitivement dans l'oubli, on aimerait dire qu'il reste une bataille à mener : celle de la transcription des orientations des travaux des groupes de travail dans la loi.

Mais le projet du gouvernement ressemble plus à la volonté de sanctuariser les objectifs du Grenelle sous forme de loi qu'à la réforme du droit pour aller vers leur réalisation.

Pour prendre juste un exemple, il est tout à fait frappant de voir la loi annoncer *la volonté d'agir* pour préserver les 500 captages d'eau potable jugés stratégiques plutôt que *d'agir par la loi* en amendement les articles du code rural et du code de l'environnement sur les mesures agro-environnementales dans les périmètres de protection des captages. Il est étonnant que cette volonté ne rencontre aucunement la volonté d'aller vers 20 % de la SAU en agriculture biologique en 2020 en modifiant ces mêmes articles. Si, sur un sujet aussi sensible pour l'opinion que l'alimentation en eau potable, le travail d'écriture législatif pour transformer les conclusions du Grenelle en modification du droit n'a pas été fait, que peut-on espérer des autres dispositions ?

Il y a fort à parier que la contradiction entre le projet présidentiel – et, en dernière analyse, les députés et les forces qui le soutiennent - et les conclusions du Grenelle trouvera sa résolution dans une loi Mémorial des bonnes intentions mortes à l'usage des générations futures, devant les ricanements d'une gauche qui pourra se flatter d'avoir anticipé l'échec sans avoir rien entrepris de sérieux pour le conjurer.



L'AVENIR SERA EUROPÉEN ET GIRONDIN.

par Jean-Vincent PLACÉ

Président du Groupe Verts à la Région Ile-de-France, Membre du Comité des Régions d'Europe



Par endroits et à certains points de vue, l'Europe des Régions existe déjà que ce soient les Landers allemands, certaines communautés espagnoles ou les Régions italiennes.. Ces pays de culture fédérale disposent de Régions puissantes et à échelle européenne. Ainsi la Catalogne dispose d'un budget 8 plus élevé que le budget de la Région Île de France qui lui-même est 8 plus élevé que celui de la Basse-Normandie.

En France, en revanche, la tradition jacobine reste écrasante. Et l'héritage de la Révolution pèse fortement dans la logique archaïque et obsolète dans la perspective européenne du triptyque Etat- Départements- Communes qui concourt à l'affaiblissement de la puissance publique par l'illisibilité de son intervention pour les citoyens et la dispersion de son action et souvent de son inefficacité. L'Etat est devenu pauvre, absent et ne corrige plus les inégalités et nul ne sait ce que fait chacune des multiples collectivités territoriales.

Nous, les Verts, sommes favorables à l'Europe des Régions et des intercommunalités. S'il est nécessaire de trouver un équilibre entre l'Europe et les Etats en tenant compte du principe de subsidiarité pour l'exercice des compétences régaliennes que ce soit la diplomatie, la justice, la défense ou encore la police et la gestion des services publics que ce soit la sécurité sociale, la santé, l'éducation, l'environnement, l'énergie ou l'eau, un acte III de la décentralisation en faveur d'une régionalisation de notre pays est aujourd'hui indispensable.

La région est le périmètre adapté aux politiques d'aménagement du territoire (En France, le gouvernement a choisi de gérer en direct les fonds structurels européens sauf pour la région Alsace !), de transport, du logement, de l'emploi, de l'agriculture, de la formation professionnelle, de la recherche et même de l'enseignement supérieur, du tourisme ou de la protection de la nature et de la biodiversité. Cela ouvre évidemment le débat de la suppression des départements, d'une fusion significative des 36000 communes françaises et du redécoupage des régions.

Ce débat devra intégrer une réflexion sur la clause de compétence générale des collectivités qui permet aux collectivités d'intervenir au-delà des compétences obligatoires ainsi que sur la possibilité donnée aux régions de réglementer voire de légiférer. Nous, les Verts, sommes résolument également favorables au fédéralisme différencié, à savoir la pos-

sibilité pour les régions de se doter de compétences différentes entre elles.

Les régions devront avoir plus de compétences et plus de moyens aussi avec une nécessaire refonte de la fiscalité nationale et locale pour la rendre plus juste, plus écolo (pourquoi pas une TVA carbone régionale ?) mais aussi plus efficace.

Les agglos rempliraient pleinement leur vocation de collectivité de proximité et de la vie quotidienne aussi bien sur la gestion des politiques et équipements culturels et sportifs, que sur l'action sociale et aux services à la personne.

Ce partage équilibré des compétences a pour objectif une meilleure répartition des tâches, une plus grande lisibilité des actions et des collectivités elles-mêmes et pourrait contribuer à rapprocher les citoyens de leurs élus et redonner confiance dans la réalité des politiques publiques.

A lecture de ce petit article, nombres de commentateurs taquins pointeront l'aspect technocratique de ce texte face aux grands enjeux de la sauvegarde de la planète car « ce qui compte c'est la politique et pas la gestion ». Mais ils devront méditer sur le fait qu'il n'y a pas de démocratie utile et efficace sans organisation, structuration, rigueur et ... ordre.

Même si nous savons depuis Charles PEGUY qu'« il y a des ordres injustes qui cachent les pires désordres ».

Certes, les Régions récupèrent peu à peu davantage de compétences et l'on entend poindre une réforme qui s'attaquerait – enfin ! – aux sacro-saints départements. Mais nous sommes encore bien loin d'un nouvel Acte de la décentralisation. Echelon de proximité par excellence, les Régions sont appelées à un bel avenir. Les élections européennes doivent constituer pour nous l'occasion de porter des propositions pour faire progresser notre utopie et lui donner corps. Commençons par lever un tabou : osons dire que nos Régions seront plus puissantes si elles sont plus grandes et donc moins nombreuses. Donnons-leur, à elles aussi, une carrure européenne. Demandons à ce que leur soit confiée la gestion directe des fonds structurels, expérience (concluante) pour le moment limitée à l'Alsace. Portons, bien sûr, pendant cette campagne, notre triptyque Europe-Régions-Intercommunalités. Mais d'ores et déjà, dessinons aujourd'hui la carte de l'Europe des Régions que nous appelons de nos vœux.



CURIEUSE RÉFÉRENCE POUR DES ÉCOLOGISTES !

par Guy PHILIPPON

Un texte de préparation à notre AG de fin d'année propose la perspective d'un rassemblement des écologistes analogue à celui des socialistes au congrès d'Epinay en 1971 !

Outre qu'il est pour le moins curieux d'aller chercher une référence, et en quelque sorte un modèle, chez le grand frère socialiste, lorsque l'on revendique l'autonomie de l'écologie politique, cette référence est malheureuse à bien des égards.

1. Le rassemblement d'Epinay ne fut qu'un petit rassemblement entre la vieille et lourde machine bureaucratique socialiste * et le groupuscule mitterrandien de la Convention des Institutions Républicaines (regroupement de clubs comportant des hommes de qualité mais bien peu de troupes). Le vrai rassemblement avec le gros des troupes rocardiennes et un certain nombre de syndicalistes CFDT eut lieu en 1974 avec les assises du socialisme.

2. Epinay fut essentiellement la conquête de l'appareil socialiste par un homme venu d'autres terres que les terres socialistes qui était nettement minoritaire au début du congrès. En effet la motion Mitterrand n'obtint que 15 % de voix. Mitterrand fut diaboliquement habile pour l'emporter au second tour contre Savary, comme il le fut ensuite pour entraîner le PC dans une alliance qui allait se révéler suicidaire pour le parti dominant de la gauche (rappelons qu'à la présidentielle de 1969 le PC obtint 21,27 % des exprimés avec Jacques Duclos et le PS juste 5,01 %).

3. La base politique de l'alliance du second tour ne devrait pas séduire des écologistes, car une composante décisive de l'alliance fut celle des chevènementistes du CERES, plutôt productivistes dès cette époque, hostiles à l'Europe, fascinés par le PC. Cette alliance dessinait la volonté d'une coalition privilégiée avec le PC et devait effectivement conduire au Programme Commun dont les priorités n'étaient pas du tout celles des autogestionnaires de Mai 68, des LIP, des pionniers de l'écologie.

4. Le congrès d'Epinay fut en fait la lutte que presque tout opposait, tant au niveau de la formation initiale et du bilan politique personnel qu'au niveau de l'éthique et du projet pour l'avenir : Savary et Mitterrand

- Celui qui, en 1940 résista au nazisme dès la première heure et celui qui, ambigu, « hésita »

- Celui qui, en 1958, préféra quitter son parti, la SFIO de Guy Mollet, plutôt que de cautionner les déshonneurs de la guerre d'Algérie et celui qui déclara l'Algérie française

- L'homme d'une éthique rigoureuse et le Machiavel cynique aux entourages parfois « ambigus ».

- L'homme aux convictions socialistes profondes et anciennes, fondateur des ZEP (zones d'éducation populaires) et le tacticien sans scrupules mais... efficace.



GRENOBLE : UN « APRÈS » MAJORITÉ-PLURIELLE AU GOÛT INÉDIT DE RUPTURE

Pour des futurs possibles à gauche, mais sans concession aux fondamentaux écolos

par Gwendoline DELBOS-CORFIELD

Les municipales à Grenoble, qui ont vu la liste verte se maintenir au second tour, sont un exemple pertinent d'une démarche autonome dans un paysage politique tendu mais favorable à une liste Verte et ouverte. Travail de longue haleine inscrit dans l'histoire locale, résistance au rouleau compresseur socialiste dans un département très très rose, affirmation des fondamentaux de l'écologie politique depuis plus de 30 ans, les jalons étaient posés de longue date, et ne sont plus remis en question. Les résultats électoraux en attestent : 15,6% au premier tour, 22,5% au second. Michel Destot, réélu maire avec 48% des voix et un taux de participation de 54% se paye le luxe d'avoir été choisi par moins d'un quart de la population grenobloise en âge de voter. Au final, du fait du scrutin majoritaire à correction proportionnelle : 36 élus pour la majorité, une opposition de droite laminée avec 9 élus, et... 6 élus écologistes, forts d'un vrai soutien public et militant, mais parias au sein du conseil municipal.

Fier de son entreprise d'ouverture à droite, Destot appelle à soutenir Delanoë, et promet un rapprochement du maire parisien avec Strauss Kahn. Royal, importatrice efficace depuis 20 ans, d'un modèle anglo-saxon en tailleur consensuel, poursuit sa quête droite d'une adaptation libérale et morale des précarités de nos sociétés. Il se pourrait bien que l'expérience grenobloise préfigure mieux qu'on ne le pense, certaines évolutions des mois prochains. L'aventure récente grenobloise n'est pas anodine, elle contient tous les ingrédients de l'opportunisme politique raisonnable et moraliste en vigueur au centre-gauche.- Une sainte horreur de l'utopie et du radicalisme qui donne à toutes les sauces politiques le même goût défaitiste et soporifique ; une résignation à l'ordre des choses appuyée sur une idéologie encore scientiste, avec 2 piliers immuables : foi dans le progrès et nécessité d'une croissance "redistributive".- La trahison d'un sincère Vert pour le mirage des responsabilités qui donne les moyens de « faire », même si faire, c'est promouvoir un projet d'aménagement de fleuve pour mieux y creuser un tunnel autoroutier ; même si faire c'est 600 000 euros en juillet 2008 pour la candidature aux JO. - Des militants PS, PC ou électeurs

consciencieux, ahuris des choix de leurs notables, mais incapables encore de rentrer en dissidence malgré leur vrai dégoût parce qu'on ne fait pas table rase si facilement d'un siècle de luttes socialistes qui symbolisent encore les promesses de justice sociale. La ligne jaune ayant été franchie, il n'était plus possible de faire alliance, et cela nous aura permis de "couper le cordon", de s'affranchir de l'obligation vaine de gouverner à gauche, même quand cette gauche n'est plus du tout fidèle à ses racines et ses engagements. Choix courageux et unanime, mais douloureux pour les anciens élus restés sur le carreau, ou propulsés soudainement dans un rôle d'opposant inconfortable. Choix prometteur pourtant, car les perspectives de cette majorité sans éthique et sans volonté, asservie à son maire et aux lois du marché, sont compromises. Soyons honnête, Destot nous a beaucoup aidé à atteindre ce score. **Dans une dérive autocrate et ambitieuse se confortant des nouveaux paradigmes socio-démocrates-libéraux-productivistes, il aura mené jusqu'au bout une logique d'alliances « progressistes ».** Dès l'été 2007, il prépare l'intégration des têtes de file Modem, ex-barons locaux UDF, notamment son Président, un ancien chargé de mission de Carignon, dont la carrière politique depuis 20 ans s'est faite bien à droite du centre. Jusqu'à la présentation surprise de sa liste en décembre, dans le mépris le plus complet des militants socialistes, Destot a joué de toutes les armes pour s'assurer à tout prix son troisième mandat. Trois élus de l'opposition municipale de droite rejoignent par « amitié » le maire PS, avec parmi eux, l'élu à la culture de Carignon en 1988, ex-représentant de la droite à la communauté d'agglomération. Et coup d'éclat, Destot obtient aussi la collaboration d'un élu régional Vert, adjoint d'une commune voisine de Grenoble, et très ancien militant local. Pris de court, la nouvelle garde UMP tentera elle aussi la balle au centre : sur sa liste des présidents d'association connus pour être de gauche, et des militants PRG. Les deux listes PS et UMP font cause commune pour la promotion du vote non partisan. Les électeurs sont pour le moins déboussolés : **à droite, certains reconnaissant en Michel Destot, un fier défenseur des libertés économiques, et un très bon gestionnaire de l'argent**



public en faveur des projets bétonnés, iront voter pour lui. A gauche, beaucoup s'abstiendront, d'autres oseront le vote alternatif écologiste, d'autres plus résignés voteront socialo à contre coeur, mais le feront savoir. Une autre raison du succès de 2008 réside dans la vieille habitude grenobloise du vote écolo et alternatif. Dans une ville réputée gauchiste, qui a vu fleurir les comités d'habitants, et s'organiser la bataille citoyenne mythique pour une Maison de la culture, la proximité immédiate de la nature, et les dangers de la chimie ou des autoroutes en massif montagneux, ont aiguisé depuis longtemps une conscience écologiste aux antipodes de la mode environnementaliste bobo et consumériste. **Dès 1977, la liste écolo/autogestionnaire obtenait près de 10% des voix, et depuis l'autonomie au 1er tour est une évidence partagée par les candidats et les militants : 2 élus déjà en 1983 au sein du conseil, et jusqu'à 11 élus en 2001. Cette tradition aux fondements anti-productivistes, ancrée nécessairement à gauche, et portée notamment par le combat anti-nucléaire (centrale superphénix de Creys-Malville) s'incarne évidemment dans la figure tutélaire du résistant opiniâtre Raymond Avrillier.** Tombeur de Carignon, vainqueur de la remunicipalisation de l'eau grenobloise, et lanceur d'alerte sur l'appétit croissant des grands groupes pour les ressources naturelles, **il mène depuis toujours son bout de chemin politique en marge des majorités plurielles dont il participe pourtant.** Raymond Avrillier, tête de liste en 1995, élu jusqu'en 2008, n'est jamais entré dans le rang, rebelle farouche à la solidarité de gestion, osant régulièrement le vote contre dans des majorités où il était en responsabilité, pour manifester son désaccord incorrigible avec l'argent public gaspillé au profit d'aménagements urbains inconséquents, les délégations de service public mal encadrées, l'abandon des politiques sociales.

On aime les élus écologistes quand ils s'assument adjoints à l'environnement ou délégués aux espaces verts. Mais soucieux de créer du logement social, ou garants du service public contre les lobbys privatisant le bien commun, on les préfère dans l'opposition. Le maire sortant a voulu se débarrasser de sa minorité écologiste : ces élus "différents" s'autorisaient des votes séparés sur le budget, ou s'opposaient à des projets structurants, tels qu'un grand stade, gouffre financier, en centre ville, inaccessible aux associations et écoles, en vue d'une équipe en Ligue 1. Dans une

région riche où les subventions publiques énormes, aux inventeurs de téléphones portables et aux chercheurs de crèmes solaires nanotechnologiques, engrangent une taxe professionnelle rassurante, il n'est pas de bon ton de prôner une autre forme de développement local. Et les autoroutes font rêver les notables de gauche comme de droite, qui ne se sont jamais rendus à une inauguration de pots de fleurs, autrement que dans leurs voitures. On voit régulièrement, dans les assemblées délibérantes de toutes les collectivités territoriales, socialistes et UMP voter en harmonie des décisions socialement injustes et écologiquement perverses.

Cette autonomie radicale, mais pragmatique dans sa participation aux instances exécutives, a permis l'estime d'une population avertie de gauche inquiète des fragilités démocratiques et du futur de la planète. Reste à convaincre les habitants des quartiers dit difficiles où l'abstention fut massive comme toujours. S'opposer à un stade de football ou à une rocade trouve plus d'écho parmi les amateurs d'opéra et de la randonnée que chez les abonnés du 20H. Mais à l'heure du pétrole trop cher, de la pollution dévastatrice chez les enfants de la cuvette grenobloise, et de l'augmentation des impôts locaux, se battre contre une rocade autoroutière ruineuse prend tout son sens. La campagne fut incontestablement très dure, mais a marqué durablement les esprits : intérêt des journalistes locaux nous considérant comme les outsiders prometteurs, un accueil réjouissant des passants, des marques de sympathie des militants de la gauche traditionnelle, et le sentiment d'être ceux qui animent véritablement la campagne face à un manque de propositions des deux concurrents principaux, partis pour faire des voix sur leurs seuls noms. Aujourd'hui, encore, depuis mars, et jusqu'au dernier CM de juillet, **le débat démocratique n'a été alimenté que par les prises de position dans nos rangs, dans un contexte de connivence politique des élites férues des mêmes recettes de gouvernance locale : concurrence des territoires, compétitivité économique, du pain et des jeux pour le peuple, équipements surdimensionnés de prestige, et bonne conscience environnementale** avec distribution de sacs réutilisables aux couleurs des JO. **Si le seul projet d'avenir d'une municipalité PS décadente tient dans l'organisation des JO 2018 teintés de développement durable, les 6 élus écologistes sans complexes bien qu'exclus de la majorité, ont toute la légitimité d'imaginer un autre avenir à gauche.**



TEMPS DE TRAVAIL

par Anny POURSIKOFF

Travailler moins pour travailler tous ...
Ne pas perdre sa vie à la gagner ...
On est foutus on bouffe trop ...

Ces slogans ont participé à la prise de conscience écologiste de certains d'entre nous. Ils viennent d'être détrônés, sans susciter de révolte, par le vibrant appel de notre président a : **travailler plus, pour gagner plus !** pour bien sûr : **consommer plus et polluer plus** pendant que des millions d'habitants de la planète meurent de faim !!!

Quel parti politique peut aujourd'hui dire que pour consommer tous il faudra consommer moins et donc travailler moins. Les Verts, sont ce parti du 21e siècle qui peut sans se renier revendiquer que chacun a droit à sa part de consommation pour vivre dignement quelle que soit sa situation sur la planète, mais que cette consommation a des limites : celles imposées par la préservation des ressources naturelles et notre capacité à éliminer nos déchets sans provoquer d'autres pollutions.

Lutter contre les gaspillages, recycler, rechercher l'autosuffisance alimentaire des peuples, consommer en circuit court... font parti de nos idéaux. Remplacer la course au bonheur matériel par la convivialité et la créativité est ce qui nous rend sympathiques aux yeux des personnes qui cherchent un autre mode de vie.

Comment peut-on imaginer que le modèle de consommation et de production que nous connaissons aujourd'hui, va perdurer ? Les supermarchés débordent de denrées produites par des salariés mal payés, transportées et souvent réalisées avec un pétrole de plus en plus rare et cher, acheté grâce à des salaires eux même alignés progressivement sur les salaires bas des pays émergents, dans le cadre de la libre concurrence. Pour garder ce modèle il faudrait accepter de perdre notre vie à la gagner. Ce que nous avons refusé hier pourquoi nos enfants l'accepteraient-ils aujourd'hui ? Le cercle vicieux se referme sur notre consommation. Pour consommer toujours plus, avec un pouvoir d'achat toujours plus bas, il faudra consommer des produits de qualité de plus en plus dégradée, nocifs à notre santé. Les scandales des fromages et de la viande périmés remis à la vente, succéderont à un rythme soutenu, aux vaches folles et autres gripes aviaires.

Nous les Verts, sommes légitimes pour renouer avec l'idée de la semaine de 32 heures en 4 jours. Cette idée du partage du travail,

grâce à sa diminution, s'est arrêtée à 35 heures et le MEDEF vient d'avoir gain de cause en remettant en cause les RTT et la limitation des heures supplémentaires. Ces nouvelles règles auront, n'en doutons pas, « l'avantage » de faire remonter le chômage et la docilité des salariés. La critique contre les 35 heures a été à la hauteur de la révolution culturelle qu'elle contenait. Travailler moins pour gagner du temps libre. Ce temps libre existe grâce à la mécanisation des tâches les plus pénibles et répétitives, à l'informatique, à une organisation plus performante du travail, et au travail des femmes. Mal partagé, il est à l'origine du chômage source d'exclusion et de pauvreté, et du temps partiel imposé. La priorité des organisations syndicales a toujours été d'augmenter le pouvoir d'achat, cela c'est fait de façon proportionnelle augmentant les écarts entre les bas salaires et les hauts revenus. La fiscalité directe, et maintenant les droits sur succession, ne participant plus à la redistribution. La société en sablier annoncée par Alain Lipietz est bien là : des riches de plus en plus riches, des pauvres de plus en plus nombreux, et une classe moyenne qui se raréfie, ne pouvant plus acheter son logement ou offrir un meilleur avenir que le sien à ses enfants, qui grossiront le nombre de pauvres. Ce modèle va contre l'éthique et le bien vivre en société.

De plus en plus de personnes pensent que la liberté, l'égalité, la fraternité sont des sources de bonheur bien plus sûres que les biens de consommation jetables et vite concurrencés par d'autres, que la publicité tente de nous imposer comme indispensables.

Ne travailler que 4 jours par semaine, permet bien sûr d'avoir plus de temps à consacrer à autre chose que la production de biens matériels, mais c'est aussi une bonne méthode pour consommer moins de pétrole, pour utiliser mieux les espaces publics et les moyens de transports. Cette journée libérée peut être consacrée à bien des activités que nous devons payer aujourd'hui. Si elle se traduit par une baisse du pouvoir d'achat celle-ci sera compensée par les économies réalisées en transport, en garde d'enfant, en pollution, en produits congelés ...

La diminution du temps de travail doit continuer, les 32 heures en 4 jours sont atteignables, utiles et écologiques, à nous les Verts d'en être convaincus, d'en convaincre nos partenaires politiques et de mettre cette revendication au même niveau que nos luttes pour les énergies renouvelables, la protection de la biodiversité, la lutte contre le nucléaire ... qui nous identifient comme écologistes, mais moins comme parti généraliste, ayant un véritable projet de société.

